

mise en valeur de ses ressources en pétrole et en gaz, et cette société accroîtra la participation du Canada dans ce domaine. L'investissement nécessaire mènera en temps voulu à la création de richesses qui iront aux Canadiens.

Une dernière mise en garde: la mise en valeur des ressources pétrolières, en particulier dans les régions frontalières, est une entreprise qui présente certains risques. Le gouvernement a obtenu de bons résultats en investissant dans Panarctic mais il faut bien comprendre, d'autre part, que l'exploration entraînera certaines pertes. On ne peut pas s'attendre à obtenir des résultats d'un jour à l'autre, mais nous espérons qu'à plus long terme, il sera possible de faire un apport considérable tant aux revenus canadiens qu'à la sécurité des approvisionnements énergétiques de notre pays grâce à la création de cette société nationale des pétroles.

Permettez-moi de dire à la Chambre, monsieur l'Orateur, que je lui suis reconnaissant de me permettre de terminer mes observations après le vote.

● (1510)

M. Otto Jelinek (High Park-Humber Valley): Monsieur l'Orateur, il y a à peine plus d'un an, le gouvernement présentait son premier discours du trône de la 29^e législature du Canada. Comme j'étais à cette époque nouveau député, je trouvais les sages paroles qu'il contenait rassurantes et positives et, pendant quelque temps, j'ai cru qu'un gouvernement minoritaire serait vraiment efficace. A ce moment-là, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt, et même avec un peu d'enthousiasme dissimulé, les promesses que le discours contenait et qui n'ont jamais été tenues. Il semble probable que le gouvernement ait emprunté le slogan publicitaire cité avec tellement d'à-propos par le député de Prince Edward-Hastings (M. Hees) l'année dernière, «Promettez-lui n'importe quoi, mais donnez-lui Arpège», et qu'il ait usé de licence poétique pour le changer en «Promettez-leur n'importe quoi, mais donnez-leur l'inflation». Je n'ai donc aucune raison de croire qu'une seule des choses promises dans le nouveau discours du trône, présenté, par le même gouvernement sera jamais entreprise et encore moins réalisée, même si ces promesses sont loin d'avoir une aussi grande portée que celles que renfermait le premier discours du trône.

Comme chacun sait, l'inflation est un problème très grave. En fait, notre parti lui accorde la première priorité. Le fait que le premier ministre (M. Trudeau) et son gouvernement ont permis que l'inflation atteigne un taux effarant de plus de 9 p. 100 cette année prouve qu'ils ne lui accordent pas la première priorité ou qu'ils sont incapables de résoudre le problème, ou les deux à la fois. L'inflation atteint tous les Canadiens, où qu'ils soient. Du fait que le gouvernement néglige toujours toute tentative en vue d'enrayer ce cancer et qu'il continue de gouverner de façon arrogante, ce qui n'est que trop évident, en ne tenant même pas compte des propositions valables de l'opposition, on a le sentiment qu'il y a de la corruption et qu'un changement immédiat s'impose.

Entre-temps, toutefois, les Canadiens voient les prix monter de façon astronomique, la viande devient un luxe, le logement dépasse les moyens de la plupart des gens tandis que l'impôt sur le revenu prend une tranche toujours plus grande de leur salaire. Le nombre de fonctionnaires s'accroît de jour en jour, on bâtit impunément des empires. On prépare des budgets comme si les recettes fiscales étaient inépuisables tandis que tous les consommateurs du pays sont forcés de payer la note pour les

politiques de courte vue généralisées au sein du gouvernement libéral.

Je le répète, mon parti accorde à l'inflation la première priorité, conscient, qu'elle représente la plus grande préoccupation de tous les citoyens du pays. Je pourrais en dire encore davantage à ce sujet, mais je ne ferai que répéter ce que notre chef a déclaré de façon si éloquente à la Chambre hier, et le député de Don Valley (M. Gillies), plus tôt cet après-midi.

Le gouvernement promet non seulement des mesures législatives qu'il présente rarement, mais de plus, il est reconnu pour sa propagande grandiose lancée à grand renfort de publicité tapageuse. On ne pourrait citer de meilleur exemple que la cérémonie fort impressionnante qui eut lieu le 15 avril 1972, au cours de laquelle le premier ministre et le président des États-Unis signèrent l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands lacs, ici même à Ottawa. Cet accord avait été conçu pour restaurer et protéger la qualité de l'eau dans les Grands lacs et leurs affluents.

Permettez-moi de signaler, étant donné que ma propre circonscription de High Park-Humber Valley est située sur les rives du lac Ontario et que les eaux naguère pures de la rivière Humber qui coulent majestueusement déversent des déchets, des immondices et du poison dans le dépotoir qui était auparavant le magnifique lac Ontario, que je peux affirmer très énergiquement que l'accord signé par les dirigeants de ces deux grands pays semble être une farce qui ressemble à la plupart des autres promesses libérales.

Cet accord, entre autres choses, devait permettre la mise sur pied d'ici 1975 de programmes destinés à atteindre ces objectifs. Il devait permettre d'ici 1975 la construction dans toutes les municipalités d'installations efficaces pour le traitement des déchets, y compris l'élimination du phosphore, le raffermissement des règlements régissant l'évacuation des matières d'égout, des immondices et autres déchets. Nous savons tous, malheureusement, qu'il n'en est pas ainsi et que celui qui le sait mieux que tout autre est le ministre de l'Environnement (M. Davis) qui a participé à cette imposante cérémonie patriotique au printemps de 1972.

D'une certaine manière, en raison des problèmes engendrés au pays par l'inflation, la pollution a perdu de son importance et a été reléguée à l'arrière-plan; il semble que tous les efforts pour améliorer la situation n'aient pas réussi à se concrétiser. J'ai essayé maintes fois de signaler ce grave problème à la Chambre au nom de mes électeurs et à celui de millions de Canadiens intéressés qui trouvent de plus en plus difficile d'habiter près de nos cours d'eau. Ainsi, le 17 octobre 1973, j'ai demandé au ministre de l'Environnement si on allait immédiatement fournir au projet d'assainissement des Grands lacs le personnel et les fonds nécessaires, qui faisaient défaut selon la CMI, et s'il était disposé à hâter les mesures destinées à empêcher le déversement continu de polluants dans les Grands lacs avant qu'il ne fût trop tard. Le ministre répondit d'une manière typique:

Oui, je suis heureux de donner cette assurance au député.

Cet échange remonte à plus de quatre mois, et jusqu'à ce jour nous n'avons noté absolument aucune amélioration. Nous assistons plutôt à une continuelle détérioration de la situation globale, non seulement du côté américain mais, malheureusement, du côté canadien également. Des mesures immédiates doivent être prises pour mettre fin à cette déplorable infection de nos Grands lacs et de nos cours d'eau en fournissant le personnel et les fonds nécessaires